

**Question écrite n°2181 - Sujet : Essai préalable d'un fauteuil roulant électrique**

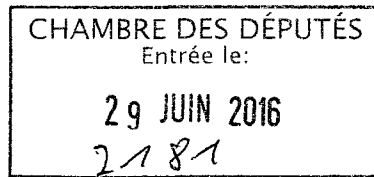
**Auteur(s)** : Madame Josée Lorsché, Députée; Monsieur Gérard Anzia, Député

**Destinataire(s)** : Monsieur Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

**Date limite de réponse à la question** : 29-07-2016

**Evènement(s) :**

Date	Description	Liens
29-06-2016	Dépôt de la question	Document écrit de la question
25-07-2016	Réponse écrite de Monsieur Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale	Document écrit de la réponse



Monsieur Mars Di Bartolomeo  
Président de la  
Chambre des Député-e-s

Luxembourg, le 29 juin 2016

Monsieur le Président,

Par la présente et conformément au règlement de la Chambre des Député-e-s, nous nous permettons de poser une question parlementaire à Monsieur le **Ministre de la Sécurité sociale** concernant l'essai préalable d'un fauteuil roulant électrique avant le choix définitif.

Pour les personnes à mobilité réduite, le choix du bon fauteuil roulant est essentiel pour tous les actes de la vie quotidienne et le maintien de la qualité de vie.

En Belgique, la législation prévoit en l'occurrence « un test obligatoire qui doit être effectué au domicile du bénéficiaire ». La législation française prévoit quant à elle un « essai préalable réalisé pour toute première mise à disposition du fauteuil et, en cas de renouvellement, seulement lorsqu'il y a changement de type de fauteuil ». Pour certaines voitures, elle précise même que « l'essai doit inclure une période d'utilisation dans l'environnement de la personne utilisatrice pendant une durée suffisante (48 heures au minimum). »

En France, il existe d'ailleurs un « centre d'essai des fauteuils roulants » où les bénéficiaires peuvent s'informer et tester gratuitement 200 modèles de fauteuils roulants avant de se décider pour un modèle. Dans certains autres pays, un *entraînement à l'utilisation du fauteuil roulant* est proposé aux bénéficiaires intégrant un test sur un parcours tout-terrain.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

1. Les essais des fauteuils roulants dans l'environnement dans lequel évolue le bénéficiaire sont-ils réglementés au Grand-Duché de Luxembourg ?
2. La mise à disposition pour une période d'essai ou de test d'un fauteuil roulant électrique au bénéficiaire est-elle prévue sous forme de prêt de courte durée ou de location ?
3. A qui incombent les charges locatives ?
4. L'avis de l'ADAPTH est-il sollicité pour les fauteuils roulants électriques à commandes adaptées ?
5. L'assurance dépendance coopère-t-elle avec un centre d'essai des fauteuils roulants de nos pays voisins ? Dans la négative une telle coopération pourrait-elle être négociée et dans quels délais ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

Josée LORSCHÉ  
Députée

Gérard ANZIA  
Député



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Sécurité sociale

Dossier suivi par : Karin Manderscheid  
Tél. (+352) 247-86352

**Monsieur le Ministre  
aux Relations avec le Parlement  
Service Central de la Législation  
43, Boulevard Royal  
L-2450 LUXEMBOURG**

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
Entrée le:

27 JUL. 2016

Luxembourg, le 25 juillet 2016

**Référence :** 817x8f985

**Objet :** Réponse à la question parlementaire n° 2181 de Madame la députée Josée Lorsché et Monsieur le député Gérard Anzia datée du 29 juin 2016

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe ma réponse à la question parlementaire spécifiée sous rubrique.

Je vous saurais gré de bien vouloir la transmettre à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération très distinguée.

  
Romain SCHNEIDER  
Ministre de la Sécurité sociale

**Annexe(s) :** Réponse à la question parlementaire n° 2181 de Madame la députée Josée Lorsché et Monsieur le député Gérard Anzia datée du 29 juin 2016





**LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**  
Ministère de la Sécurité sociale



**Référence :** 804xca5ed

**Réponse du Ministre de la Sécurité sociale à la question parlementaire n° 2181  
de Madame la députée Josée Lorsché et Monsieur le député Gérard Anzia  
datée du 29 juin 2016**

---

**DÉTERMINATION DU REQUIS EN FAUTEUIL ROULANT ÉLECTRIQUE**

Selon les articles 356 et 357 du Livre V du Code de la sécurité sociale, la mise à disposition ou l'acquisition d'aides techniques à domicile ou en établissement sont faites à la suite d'un avis de la Cellule d'évaluation et d'orientation (CEO) de l'assurance dépendance qui détermine le type d'aide technique ainsi que les activités de conseil s'y rapportant.

En cas de demande d'un fauteuil roulant électrique, l'expert ergothérapeute ou kinésithérapeute de la CEO rencontre le demandeur afin de déterminer la nécessité d'un fauteuil roulant électrique de même que le modèle adapté au mieux aux besoins, aux capacités et à la situation du demandeur.

Le choix du ou des modèles requis se fait en concertation avec le demandeur, en connaissance de ses besoins, de son domicile et de son environnement habituel.

Si le demandeur est en contact avec des professionnels de santé, s'il fréquente un institut ou un service spécialisé (centres de rééducation, services ou institutions du secteur handicap, services de rééducation précoce, éducation différenciée, etc.), la CEO sollicite également l'avis de ces professionnels afin de profiter de leurs connaissances relatives aux besoins et à la situation de vie de la personne concernée.

**ESSAIS ET MISES EN SITUATION**

Avant chaque mise à disposition d'un fauteuil roulant électrique, un essai est proposé au demandeur en présence de l'expert ergothérapeute ou kinésithérapeute de la CEO, au SMA<sup>1</sup> ou au domicile du demandeur :

---

<sup>1</sup> Service des Moyens accessoires, a.s.b.l. née de l'Inspection sanitaire du Ministère de la Santé, fournisseur spécialisé d'aides techniques ayant conclu une convention avec la Caisse nationale de Santé sur base de l'article 394 du Code de la sécurité sociale.



- L'essai peut se faire directement au SMA si les différents types de fauteuils roulants adaptés à la situation du demandeur y sont disponibles. Si l'essai est concluant, la mise à disposition peut être directe.
- Si les modèles requis ne sont pas de stock, la CEO procède à un appel d'offres pour essai auprès des fournisseurs afin que différents modèles soient mis à disposition pour une mise en situation. Le fournisseur respectif s'adjoint toujours à l'essai, de même qu'un spécialiste de la firme concernée, si la spécificité du fauteuil roulant électrique l'exige.

L'expert de la CEO s'assure des capacités nécessaires du demandeur à la bonne manipulation d'un fauteuil roulant électrique et ceci tant au niveau cognitif qu'au niveau fonctionnel. L'expert procède à des mises en situations standardisées afin de vérifier les habilités telles que la précision de la conduite, les réactions lors de la conduite, la conduite en ligne droite, la réalisation de demi-tours, le franchissement d'obstacles, etc.

Les mises en situation au domicile et/ou sur le lieu de vie du demandeur sont notamment privilégiées pour des nouvelles acquisitions (première mise à disposition ou matériel novateur) afin de prendre en compte l'environnement du demandeur et l'utilisation du matériel dans un contexte réel.

Il est à préciser que les ergothérapeutes et kinésithérapeutes de la CEO participent régulièrement à des formations continues en matière d'aides techniques afin de se tenir au courant des dernières évolutions et de parfaire ainsi leurs connaissances.

## **MISE À DISPOSITION**

Lors de la mise à disposition, le demandeur reçoit une initiation quant à l'utilisation des aspects techniques et aux possibilités de réglage du fauteuil roulant électrique.

Si un entraînement plus poussé s'avère nécessaire, la CEO prévoit un « Conseil en aides techniques » pour une durée de deux heures sur le plan de prise en charge du demandeur concerné. Cette activité vise à conseiller et à rendre compétent la personne pour l'utilisation des aides techniques en lui transmettant les techniques et le savoir nécessaires. Dans le cadre de la réforme de l'assurance dépendance, une formation liée aux aides techniques d'une durée de deux heures prestées en individuel continuera à être prévue.

La mise à disposition du fauteuil roulant électrique ainsi que de tous les accessoires nécessaires (commandes, contrôles de l'environnement, etc.) est gratuite au Luxembourg et aucune charge financière n'incombe au bénéficiaire. Les frais de location pris en charge incluent également tous les frais relatifs aux réparations éventuelles et à la maintenance. Seules les convenances personnelles engendrant des frais supplémentaires sont à charge du bénéficiaire.



Selon les chiffres fournis par l'IGSS<sup>2</sup> pour l'année 2015, les modèles suivants se trouvaient en location chez les bénéficiaires de l'assurance dépendance :

Ensembles de propulsion manœuvrés par joystick et/ou accompagnateur	346
Fauteuils roulants électriques	269
Scooters	186

### EXPERTISE DE L'ADAPTH

La CEO peut recourir aux services de l'ADAPTH<sup>3</sup> en tant qu'expert pour les adaptations du logement et les aides techniques.

Actuellement, l'ADAPTH est surtout sollicitée pour les adaptations du logement. Néanmoins, si la spécificité de la situation l'exige et si les experts de la CEO souhaitent s'adjoindre des compétences supplémentaires de l'ADAPTH, une intervention de leur part est sollicitée. Tous les besoins en expertise et en accompagnement sont ainsi couverts au niveau national.

D'après les chiffres fournis par l'ADAPTH, 33 expertises en relation avec le contrôle de l'environnement et 6 expertises concernant les fauteuils roulants électriques ont été réalisées entre janvier 2011 et juin 2016 pour le compte de la CEO.

---

<sup>2</sup> Inspection générale de la sécurité sociale

<sup>3</sup> « Association pour le Développement et la Propagation d'Aides Techniques pour Handicapé(e)s ». A.s.b.l. créée en 1985, conventionnée depuis 2000 par le Ministère de la Famille, expert de la CEO en matière d'adaptations du logement et d'aides techniques plus spécifiques. Existence d'un contrat de collaboration depuis 1999.